Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

Québec : la « Révolution tranquille » et ses fruits

Jacques Légaré , le samedi 6 février 2010

CATHOLICA – Pourriez-vous nous rappeler brièvement la situation du Québec à la fin des années 1950 ?

JACQUES LEGARE – Si l'on prend la période de l'après-guerre, le Québec était resté ce qu'il avait toujours été, une société rurale, très catholique, et où le rôle de l'Eglise était très important. L'Eglise avait sous sa dépendance l'ensemble du système d'enseignement, du système de santé, l'état-civil, et la plupart des institutions ou mouvements se composaient monolithiquement de catholiques.
C'était l'Union nationale de Duplessis qui était au pouvoir depuis 1949, un parti conservateur, certes, mais particulier, en ce sens qu'il était une union de forces libérales, en principe ouvertes sur des horizons nouveaux. Le parti antérieurement dominant, le Parti libéral d'omer Gouin, était en réalité plus conservateur que l'Union nationale. Cependant, certains aspects de la politique de Duplessis furent attaqués, en raison des frustrations nées du lien que maintenait le gouvernement avec l'Eglise qui assurait son contrôle institutionnel sur toute la vie sociale, et spécialement en matière d'éducation. Choix des manuels, attribution des finances, programmes… c'était le règne du dirigisme clérical éclairé. Toutes les décisions du gouvernement Duplessis étaient concertées avec l'Eglise.
En économie, c'était un peu le même caractère statique : l'économie rurale prévalait, tandis que les industries étaient principalement tournées vers le secteur primaire (mines, électricité, fonderies). On acceptait beaucoup les investissements étrangers, mais tout partait brut, sans aucune transformation manufacturière sur place. Cela a beaucoup ému les jeunes générations d'alors, qui disaient : nous avons beaucoup de ressources naturelles, mais on ne les exploite pas sur place, on les envoie aux étrangers qui eux les développent et en profitent — surtout les Etats-Unis. C'est pour rompre avec cette situation qu'a été lancée ce qu'on a appelé la « Révolution tranquille ». Les élites voyaient là un carcan, beaucoup de gens revenus d'Europe après la guerre disant que cela n'avait plus de sens et qu'il fallait faire tout sauter. Un certain nombre de mouvements se créèrent alors pour militer en ce sens.

Dans quels secteurs ?

Essentiellement au sein de l'Action catholique, très puissante chez les jeunes, les ouvriers, les intellectuels. Le désir d'ouverture se manifestait dans ces milieux très pratiquants, surtout dans les deux domaines de l'éducation — on a alors revendiqué un ministère ad hoc — et de l'économie. Celle-ci était très fermée, statique, et donc la revendication allait dans le sens de l'ouverture et du dynamisme. Tel fut le début de la Révolution tranquille.

Le syndicalisme était-il alors actif ?

Oui, il y avait un syndicalisme très actif. C'était un syndicalisme catholique de type avant tout local, même si plus tard il a effectué des jonctions avec les grandes centrales des Etats-Unis. Beaucoup de petites associations menaient des actions de type syndical. Mais le droit de grève n'était pas reconnu et les grèves étaient sévèrement réprimées. Les syndicats faisaient valoir que les ouvriers étaient exploités, d'autant plus aisément que les patrons étaient étrangers, comme dans les mines, et que les ouvriers étaient sous-payés, les profits allant aux multinationales. C'était en particulier le cas dans les mines d'amiante, où les conditions de travail étaient très dures, et les salaires très bas. C'est dans ce secteur qu'il y a eu les premières grèves, illégales, en 1949.
Dans ce mouvement, il y a des gens qui se sont manifestés de manière inopinée. L'un des premiers a été Pierre-Eliott Trudeau, un grand bourgeois s'il en est, un « libéral », mais qui défendait des idées.

Quelle fut la position de l'Eglise ? N'était-elle pas prise dans une contradiction entre la nécessité de la stabilité sociale et l'appui aux justes revendications ouvrières au nom de la doctrine de Rerum Novarum ?

L'Eglise, lors de la révolution de 1837, avait tenu un discours aux habitants visant à les tempérer, craignant surtout les révolutions sociales. Et cette fois encore le discours fut le même. Mgr Charbonneau, archevêque de Montréal, avait nettement pris position en faveur des ouvriers, mais il fut contraint de démissionner et envoyé à Vancouver comme aumônier, en punition, en lui disant qu'il n'avait pas à prendre position en faveur des ouvriers et contre le gouvernement. Il était considéré comme un révolutionnaire nuisant à l'Etat en risquant de perturber les investissements étrangers. Mais graduellement les gens ont réagi, et c'est ainsi qu'est né le mouvement syndical avec Trudeau et Marchand. Les journalistes, comme Claude Ryan, qui était le principal pilier de l'Action catholique canadienne (ACC), se sont alors engagés à fond[01] . Dans le gouvernement même de Duplessis, certains ministres plus jeunes se montraient sensibles, dont M. Sauvé, qui succéda à Duplessis quand celui-ci décéda (1959). Mais il n'est resté que quatre-vingts jours, avant de mourir à son tour. Il fit un discours célèbre, qui commençait par le mot « Désormais… », ce qui annonçait le changement de cap.

Ces initiatives modernisatrices provenaient-elles du sein de l'Eglise à proprement parler ?

A la toute fin des années 1950, juste avant le Concile, Léger a remplacé Charbonneau. Durant ces années, ce fut un mouvement pas seulement individuel, mais de groupes qui exerçaient cette pression : syndicats, Action catholique. A l'intérieur même de l'Eglise, il y avait des gens plus ouverts, et en particulier les Dominicains. Ils avaient une attitude d'appui envers les mouvements émergents, ce qui les différenciait beaucoup des autres éléments du clergé, Jésuites, Sulpiciens, Frères des écoles chrétiennes…
Les mouvements intellectuels se concentraient à Montréal. Ce sont les dominicains de cette ville qui ont eu le rôle le plus important, dont le P. Georges-Henri Lévesque, qui devint le doyen de la Faculté des Sciences sociales à l'Université Laval de Québec, décédé en 2000 à l'âge de 96 ans[02] . Duplessis avait voulu l'exclure, sans y arriver. Il lui reprochait ses prises de position favorables aux grévistes, se réclamant selon lui faussement de la doctrine sociale de l'Eglise. Ce prêtre était un homme d'action, qui a eu un rôle très important auprès des jeunes qu'il formait ; il circulait à travers le monde, et fonda l'Université du Rwanda. A Montréal, d'autre part, les dominicains organisaient des groupes de réflexion. Ils ont lancé en 1962 une revue, Maintenant, officiellement animée par des laïcs mais soutenue par eux, et qui a eu une très grande influence au début des

années soixante. Elle a vraiment fait tourner le vent[03] .

Quel milieu social participe à ce changement de mentalité ?

Ce sont surtout des élites, des universitaires, des dirigeants syndicalistes, des étudiants de l'Action catholique… Ce sont eux qui ont secoué les choses. Et le décès de Duplessis, qui a beaucoup déstabilisé son parti, de même que la mort prématurée de son successeur, leur a permis d'arriver aux affaires et de pouvoir réaliser les changements qu'ils désiraient pour le Québec. Ce furent les élections de 1960 où Lesage est devenu Premier ministre, avec des gens comme Paul-Gérin Lajoie, qui sera ministre de l'Education, et René Lévêque, ministre des Ressources naturelles. C'est le début proprement dit de la Révolution tranquille. Celle-ci se voulait d'abord effectuée sur le plan des structures de l'Etat. L'idée était clairement exprimée : l'Etat, dans une société comme la nôtre, disait-on, doit avoir un plus grand rôle, exercer un certain dirigisme pour éviter la manipulation des grandes corporations, d'autant plus qu'il restait le problème de la langue — les ouvriers étant obligés de parler anglais sur les lieux de travail. On disait alors : il faut que l'Etat ait du pouvoir, et il suffit qu'il se le donne par des lois.
Contrairement à ce qui existait avant — comité catholique et accessoirement, comité protestant pour diriger l'enseignement —, on a donc créé un ministère de l'Education, même si on a conservé à titre consultatif les comités religieux. D'où des modifications de programmes, pour lesquels les laïcs ont eu leur mot à dire, à la différence de ce qui se passait auparavant. Les applications ont concerné tous les domaines. En littérature, par exemple, on a pu accéder à des livres jusque-là à l'Index (avant les dominicains passaient souvent ces livres sous la table, mais officiellement ils étaient prohibés). Ouverture aux sciences, à l'économie surtout, en vue de former des cadres. Jusqu'alors, les humanités dominaient complètement. Avant, il y avait en effet, à côté d'une filière primaire et technique, les collèges classiques, dirigés par des clercs. L'enseignement était payant, même si l'Eglise était généreuse. De 30 à 40% des élèves devenaient des clercs, qui choisissaient la prêtrise diocésaine ou les missions. Les autres allaient dans les professions libérales, dentistes, médecins, juristes. Un ou deux allaient vers les affaires. Le reste des élèves passait par la filière primaire et technique. En outre l'éducation n'était pas obligatoire comme aujourd'hui.
Dans le domaine de l'économie, on a décidé de contrôler les richesses naturelles, en nationalisant des usines productrices d'électricité qui appartenaient à des compagnies privées, tant pour la production que pour la distribution, multinationales pour la plupart. Le leitmotiv fut alors : il faut être maîtres chez nous.
Un élément important à souligner : René Lévêque, chargé de ces nationalisations, était un homme de communication, un homme de télévision doté d'une grande pédagogie. Il avait été correspondant de guerre en Corée. Et justement la télévision est entrée à cette période dans les foyers, une télévision calquée sur la BBC, et donc indépendante et favorable aux « mauvaises idées », comme disait le clergé. Via la télévision se sont répandues les idées révolutionnaires par rapport à ce qui existait. René Lévêque faisait des émissions d'une grande clarté, que tout le monde écoutait. C'était quelqu'un qui était très connu et écouté avant même son entrée au gouvernement.
Tous les gens qui étaient favorables aux changements sont allés le chercher alors qu'il n'avait aucune activité politique mais à cause précisément de ses aptitudes pédagogiques. Donc malgré ses idées peu « libérales », le parti libéral est allé le chercher. Et Jean Lesage, le Premier ministre arrivé au pouvoir en 1960, s'est laissé convaincre.

Pouvez-vous préciser le sens du mot « libéral » ici employé ?

Cela fait référence au libéralisme philosophique et aussi économique. Mais en fait il y a très peu d'écart entre conservateurs et libéraux. Les libéraux sont de centre-gauche, tandis que les

conservateurs de l'Union nationale sont, disons, de centre-droit. Par ailleurs ce sont des partis qui ne se définissaient pas comme chrétiens, quels que fussent leurs liens avec l'Eglise. Donc il ne s'agit pas de démocratie-chrétienne.
Les libéraux sont-ils les seuls à avoir mené la Révolution tranquille ? Non. Tout a commencé en 1960, c'est vraiment là que tout a germé, sous le gouvernement des libéraux par conséquent. Mais dès 1966, l'Union nationale, sortie de ses cendres, revient au pouvoir, et on a pu croire que tout était fini. Elle avait affirmé son intention d'abolir le ministère de l'Education, mais il ne l'a pas été. Et il faut comprendre pourquoi. C'est que tous les intellectuels qui avaient participé à l'aventure sont devenus entre-temps des apparatchiks. Lorsque les nouveaux élus arrivèrent, ils se heurtèrent à ces hauts fonctionnaires qui firent obstruction à tout changement, déclarant tout retour en arrière impossible.

La révolution est donc devenue institutionnelle à partir de cette époque ?

C'est l'effet de la lourdeur administrative de l'Etat — aujourd'hui devenue monstrueuse et qu'on cherche à renverser : c'est maintenant une réalité tentaculaire qui coûte trop cher. Tout était auparavant privé, universités incluses. Les universités privées ont subsisté, mais on a créé des universités d'Etat. De même le système hospitalier était antérieurement privé dans sa totalité, et tenu par des communautés de religieuses. Tout cela est devenu laïque et étatique. On a créé des corporations de gestion, les religieuses ont été intégrées mais la direction revenait à la tutelle de l'Etat, avec un budget contrôlé par l'Etat. L'enseignement secondaire, antérieurement tenu uniquement par des religieux : Frères des écoles chrétiennes, etc., a de la même façon été étatisé.

Et cela s'est fait dans quel type de relations avec l'Eglise ?

Le point important est que tout cela s'est fait en collaboration avec l'Eglise. Le rôle du cardinal Léger a été déterminant dans ce sens. C'était un homme très ouvert. Pour vous donner une idée à partir d'une anecdote significative, le hasard a fait que Duplessis était le député de ma ville, Trois Rivières. Je suis allé à ses funérailles, en présence du cardinal, duquel on attendait évidemment une grande homélie pour rendre hommage au défunt, un Premier ministre particulièrement marquant. Or il est resté bouche bée. Il a assisté de son trône, mais il n'a absolument rien dit. J'ai senti qu'il y avait quelque chose qui se passait. Il faut dire que Léger avait fait toutes ses études à Rome, ce n'était pas un clerc localement actif et connu de tous. Et quand il a été nommé évêque, il avait été envoyé de Rome. Au début, il utilisait un langage ampoulé (« Ah, Montréal, toi qui t'es faite belle pour accueillir ton prince… »). C'était un grand bourgeois, son frère était ambassadeur à Paris… Mais il a déçu tous les conservateurs. Dès le début, il exerça un rôle très important. Il contrôlait la conférence des évêques, et c'est lui qui les a influencés : ne pas mettre des barrières, collaborer, s'évincer progressivement de ces structures qui nous font sortir de notre rôle, qu'il s'agisse des hôpitaux ou de l'enseignement secondaire. Alors tout le monde s'est retiré graduellement.

Ces changements ont donc été opérés réellement de manière « tranquille » ?

La Révolution tranquille n'a pas été si tranquille que cela. Dans la gestion de la transformation sociale, tout s'est passé effectivement de manière tranquille, en ce sens qu'il n'y a pas eu de violences, de morts, tout se faisant sans grande opposition. Les bouleversements structurels ont été immenses mais se sont opérés dans le calme. Plus tard, avec le mouvement séparatiste, les choses seront très différentes, introduisant clans, divisions au sein des familles, violences… Tandis que dans cette période de 1960 à 1970, rien de tout cela n'a eu lieu, au point que lorsque le gouvernement est revenu aux conservateurs, il n'y a même pas eu de décélération du mouvement.

Tout s'est fait graduellement.
Donc on pourrait définir le processus comme une transformation légale et consensuelle.
Oui, en notant que la transformation a consisté dans la substitution d'un dirigisme étatique à un dirigisme clérical. Auparavant c'était l'Eglise qui donnait les directives, désormais c'était l'Etat, avec le consentement de l'Eglise, en effet. C'est là que le cardinal Léger a joué un rôle essentiel. Il a connu quelques oppositions de la part de quelques évêques, qui entrevoyaient ce qui risquait de se passer, à savoir une disparition brutale de tout l'édifice religieux, mais Léger, qui avait une grande prestance et un grand pouvoir, a réussi à imposer le changement de cap, au nom du plus grand bien de la société : non pas de l'Eglise, mais de la société.

Quelles furent les conséquences pour l'Eglise ?

L'Eglise contrôlait tout, la vie familiale des gens… Or est arrivée la question de la contraception. A mon avis c'est cela qui a tout fait basculer.
Dans la mouvance du cardinal Léger, chez les dominicains en particulier, lorsqu'on voulait se faire absoudre de ne pas avoir des enfants, on n'allait pas voir le curé de sa paroisse, parce qu'il aurait refusé l'absolution ; alors on allait chez les dominicains, du moins les intellectuels allaient chez eux pour s'entendre dire : « allez en paix ». Donc, graduellement, il s'est opéré un basculement, favorisé en particulier par l'augmentation, depuis la guerre, du travail des femmes. La limitation des naissances est devenue un enjeu fondamental. Peu à peu a été mise en cause la position de l'Eglise. On ne voulait plus l'accepter. Je pense que c'est cela qui a tout fait basculer.
Or, exactement au même moment, a eu lieu une véritable saignée du clergé et des communautés religieuses.

Il y a un lien entre les deux ?

Cela faisait partie de la crise d'ensemble de la Révolution tranquille. Le fait de pouvoir s'émanciper faisait partie du mouvement général. Dans un premier temps, une minorité allait se confesser chez les dominicains, ensuite plus personne n'est allé se confesser ! On n'est plus sur la même longueur d'onde. Le mouvement de désaffection de la pratique est venu de là. Et dans le même temps est arrivée la crise du clergé, la multiplication des abandons. Prêtres, religieux et religieuses ont défroqué pour des raisons souvent idéologiques, mais aussi parce qu'ils se sont considérés incapables de soutenir une position qu'ils savaient impopulaire.

Qu'entendez-vous par raisons idéologiques ?

Le fait qu'on était dans la mouvance de la Révolution tranquille a accéléré le processus. C'était un état d'esprit qui a constitué un terreau d'accueil favorable. Ce départ des prêtres s'est d'ailleurs fait avec l'assentiment de l'Eglise : ceux qui quittaient le sacerdoce se mariaient, très souvent, et avaient l'absolution du cardinal qui leur disait qu'il les comprenait, etc. La plupart ont été déliés de leurs vœux sans qu'on ait senti une opposition de la hiérarchie, qui en quelque sorte se saignait elle- même. La position du cardinal Léger était de dire : au moins ceux qui restent, eux, ont vraiment la foi, et vont vraiment propager une vision chrétienne digne de ce nom. Tandis que les autres, sans être des brebis galeuses, risquent de nous nuire. C'est la saignée, au sens médical du terme !
Le clergé a vieilli d'un seul coup. La saignée a surtout atteint les enseignants, les Frères maristes, les Frères des écoles chrétiennes. Ces gens-là étaient entrés en religion pour faire de l'enseignement. C'était le seul accès pour accomplir une vocation d'enseignant : il fallait devenir clerc, comme au Moyen Age. Mais tout d'un coup, les structures deviennent séculières, alors d'un

seul coup les jeunes gens qui voulaient devenir enseignants n'ont plus eu besoin d'entrer en cléricature, et beaucoup de religieux enseignants sont sortis de leurs communautés. Ce fut une saignée quasi totale.
Dans les paroisses, les choses se sont passées de manière plus graduelle : de moins en moins d'entrées au séminaire, les églises se vidaient, on en fermait, on en vendait, tout devenait désuet. Chez les femmes, dans les années 1970, le recrutement a chuté de façon draconienne. A l'époque je menais des études statistiques, et je disais qu'il fallait faire du tendanciel, mais comme celui-ci arrivait à zéro en terme de recrutement, personne n'osait voir ce terme. Cependant la tendance y était, seule l'idéologie pouvait la refuser. Et la tendance s'est vérifiée : aucun recrutement dans les communautés religieuses, qui ont actuellement une moyenne d'âge de 82 ans (une moyenne !). Ce sont des mouroirs.
Les seuls qui ont subsisté, ce sont les cloîtrés. Les monastères ont gardé en gros le même recrutement. Les fonctions de type social — enseigner les mathématiques ou faire un pansement chez un malade — n'ont plus de raison d'être.
Les communautés de femmes ont suivi la même pente. Les religieuses disaient : je ne vois pas pourquoi je continuerais à vivre comme ça quand je pourrais faire la même chose en ayant un bon salaire, me payer une voiture, faire des voyages, etc. C'était l'époque où on a commencé à fonder des petites communautés vivant en appartement, avec des charges auxquelles les religieuses n'étaient pas habituées, comme faire les courses, les repas, laver leur linge — elles avaient toujours eu quelqu'un pour les alléger de ces tâches. Elles se disaient donc que puisque c'était comme ça, mieux valait sortir et avoir un salaire. Alors à partir de là, ce fut un renversement total.
Quant à l'influence des clercs, elle est complètement tombée. Le mouvement a été lancé par des dominicains, des penseurs catholiques, par la transformation d'institutions initialement catholiques. Mais aujourd'hui il n'en reste rien. Du point de vue des comportements religieux, il y a un fossé entre la France et le Québec. Pour prendre un exemple, j'ai assisté dernièrement à une cérémonie à l'église Saint-Germain-des-Prés, il s'y trouvait une foule importante et très participante de jeunes préparant la montée à Chartres. Il y avait des discours, des chants, on sentait une communauté qui préparait un événement. Il n'y avait là que des jeunes. Eh bien ce genre de choses n'existe plus chez nous. C'est impossible de trouver aujourd'hui l'équivalent au Québec. Je ne pense pas qu'en France la situation soit très brillante, mais cela existe. Chez nous, non.

Je n'ose même pas vous poser la question à propos des catéchismes…

Cela n'existe plus. Il ne reste que l'enseignement moral, pour les non-catholiques. L'enseignement strictement catholique a disparu. Il n'existe plus aucun sens des responsabilités à l'égard des générations futures.
L'effet le plus criant, c'est la chute complète de la démographie. Avec la contraception galopante on a jeté le bébé avec l'eau du bain ! On en est arrivé à passer loin sous le seuil de remplacement des générations. On ne voit pas comment tout cela peut changer, aucun élément ne nous permet en ce moment de voir comment on peut sortir de cette catastrophe. Celle-ci n'est pas que quantitative, car ce sont les règles élémentaires qui se sont complètement brouillées, c'est la structure familiale elle-même qui est atteinte de plein fouet. 60% des naissances sont hors mariage. Non seulement le mariage religieux a été balayé, mais le mariage tout court. Dans un premier temps, alors qu'il n'existait pas de mariage civil, il a fallu donner un cadre juridique civil au concubinage. Mais maintenant il n'y a plus de mariages civils. Il n'y a plus que les étrangers qui se marient. Présentement, c'est autour de 50% pour les enfants de rang 3 et 4. Donc ce n'est pas une situation de transition, le bébé qui naît puis on se marie ensuite, etc. C'est la famille entière qui est fondée sur ce modèle sans institution. On a envoyé tout promener en même temps, mariage religieux et mariage en général, et cela crée de très graves perturbations dans la société. Les taux de séparation

sont beaucoup plus grands, la famille est beaucoup plus instable, et l'instabilité engendre à son tour des perturbations sociales. La monoparentalité est très développée, chez les femmes surtout, et la polygamie chez les hommes. Ils ont deux ou trois femmes, avec des enfants reconnus à chaque fois. Tout cela se fait dans un vide juridique complet, ce sont des situations de fait. Cela peut créer des problèmes économiques, les hommes ne payant pas forcément les pensions des enfants.

Ya-t-il un lien entre cette situation et le mouvement féministe ?

Oui, le mouvement féministe a été chez nous beaucoup plus important qu'il n'a été en France. En France, les féministes sont des parleuses mais cela n'a pas de grandes incidences pratiques en comparaison de la situation au Québec où elles sont bien plus virulentes et organisées — nous sommes une société de lobbies dans laquelle celui qui crie le plus fort l'emporte. Leurs mouvements sont très puissants. Le résultat est que les femmes québécoises sont beaucoup plus indépendantes que les femmes françaises. Il y a longtemps déjà qu'elles gardent leur nom, qu'elles peuvent le donner à leurs enfants. Chez nous le mouvement féministe a très tôt eu des répercussions en termes démographiques, ce qui est un signe très important. On touche là le fond de la Révolution tranquille, qui a donc eu deux effets principaux : celui de chasser l'Eglise, et celui de créer une société égalitaire et sans normes.
On essaie aujourd'hui de comprendre les conséquences que cela peut avoir sur les enfants, du moins sur les quelques enfants qui subsistent. Il y a une contestation chez les jeunes, qui reprochent à la génération de leurs parents ce qu'ils ont fait d'eux, en ne leur transmettant rien. Et aujourd'hui les parents en question, qui sont devenus des grands-parents, se donnent bonne conscience en s'occupant de leurs petits-enfants, mais ce n'est pas vraiment leur rôle…
C'est la crise de l'encadrement et de la transmission des valeurs. Bien sûr, cela fait partie d'une évolution sociétale mondiale. Jadis, on faisait ressemeler ses chaussures, aujourd'hui on les jette. On est passé à une société où on veut toujours du nouveau, on ne s'embarrasse pas de conserver et de transmettre. Jadis, dans la société, les plus jeunes mettaient les vêtements des aînés, aujourd'hui il n'en est plus question, on jette. C'est la société de l'abondance, avec ses valeurs.
Personne n'a réagi, on a toléré. La tolérance est devenue synonyme d'irresponsabilité.

C'est une autodestruction de la société ?

Si d'un point de vue politique cette révolution, comme je l'ai dit, fut tranquille, d'un point de vue démographique et social, elle fut une véritable violence. Le Canada et le Québec en particulier se définissent comme une société multiculturelle. C'est un changement fondamental, et dès lors qu'on refuse d'avoir des enfants, il ne peut pas en être autrement. Mais l'immigration ne règle pas tout.
Le grand mot de la société québécoise est la « tolérance ». La société est devenue tolérante, mais tolérante à tout. Par certains côtés, c'est heureux, mais là il n'y a plus de norme du tout. Et cette absence de normes est un message en direction de la société, un encouragement à la décomposition. Maintenant nous sommes dans une société de zapping : on n'aime pas une émission à la télé, on passe à une autre ; on n'aime pas son conjoint, on en change. C'est toute la différence entre aller au
cinéma (on reste jusqu'au bout pour regarder le film qu'on a décidé d'aller voir, même si certains passages ne nous emballent pas) et regarder la télévision !
La Révolution tranquille, affaire de dirigisme étatique, a donc débouché sur le laxisme total, son contraire. Le dirigisme de l'Eglise avait un sens, puis le dirigisme de l'Etat a été orienté vers l'économie du bien-être. Mais on en arrive à la politique du chien crevé au fil de l'eau.

Pourquoi ?

L'élément très important est le nationalisme. Toutes les énergies ont été captées par les débats autour de l'indépendance. Le reste est allé tout seul, et on est tombé dans la logique de la tolérance. L'idée de tolérance s'est répandue dans l'air comme une idée qui vient de tout le monde, mais elle a été forgée tout au long de la Révolution tranquille. Et encore une fois, chez nous, toutes les énergies se sont tournées ailleurs, dans les débats autour d'un Etat souverain. Il y a donc eu deux pièges, celui de la promotion économique, et celui du nationalisme. Pour tout le reste, ce fut le laisser-aller. Je pense que c'est une partie au moins de l'explication.

Mais alors, que reste-t-il aujourd'hui ? Est-ce qu'il y a au moins des foyers de réflexion, des livres… ?

Oui, mais en général ils ne sont pas liés à la religion. Il est d'ailleurs quasiment honteux que le cardinal-archevêque de Montréal soit un « de souche » ! Les seuls chrétiens qui vont à la messe sont des « ethniques », des Latino-Américains, des Malaisiens, des Asiatiques, etc. L'évêque n'est plus vraiment représentatif de la communauté pratiquante de Montréal. Les mariages religieux ne concernent, en gros, que ces immigrants.

Le samedi 6 février 2010 à 18:56 . Classé dans